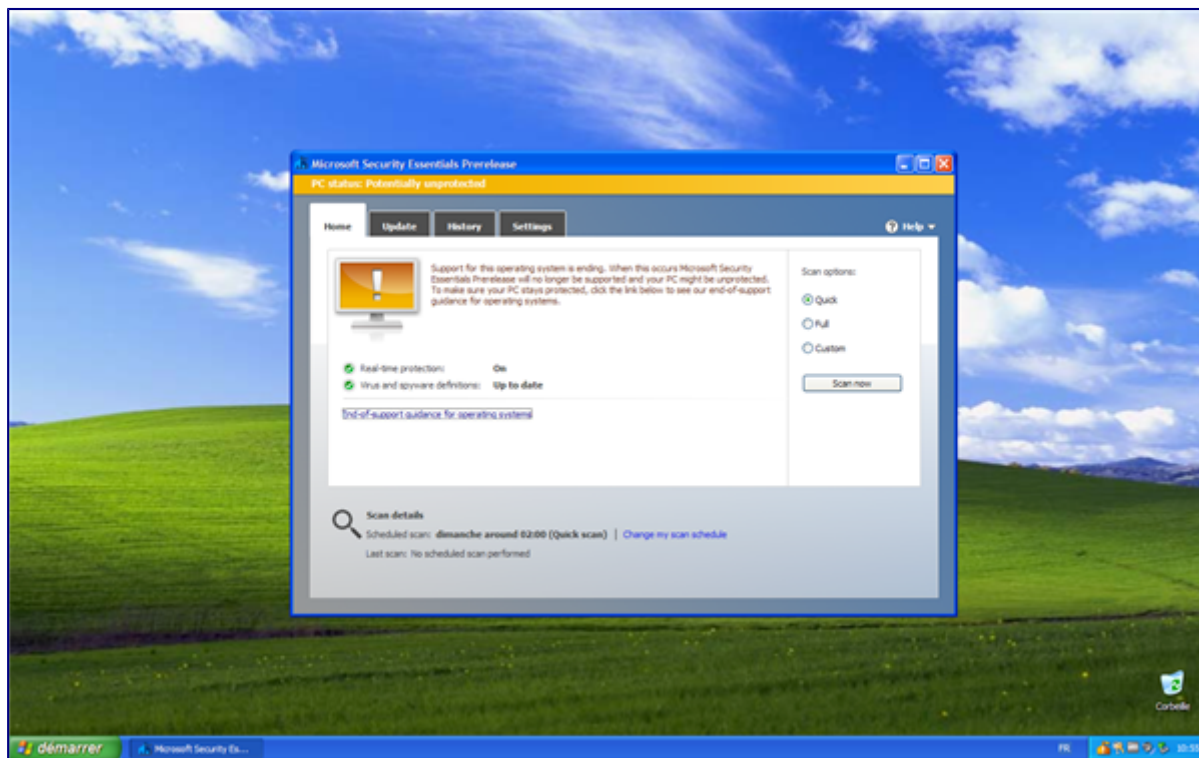


Fin de Windows XP : une sénatrice demande des comptes au gouvernement

Il était temps que quelqu'un pose la question

Le Parlement s'empare enfin du dossier épineux de Windows XP et de l'arrêt de son support. La sénatrice Frédérique Espagnac (PS) a en effet adressé hier une question écrite à Axelle Lemaire, Secrétaire d'État au Numérique, sur les actions menées par le gouvernement sur cette problématique. Une question qui arrive cependant bien tard.



Les TPE et les PME en danger

[Frédérique Espagnac](#), sénatrice et notamment vice-présidente de la Commission des finances, s'intéresse de près à Windows XP. Et pour cause. Le support technique du vieux système est [terminé depuis le 8 avril](#) alors qu'il s'avance vers ses 13 années d'entretien. [La sénatrice note](#) que cet arrêt « *pourrait entraîner un certain nombre de risques pour les très petites entreprises (TPE) et les petites et moyennes entreprises (PME)* ».

Elle craint l'impact des pirates qui affutent leurs armes depuis des mois et qui sont très probablement passés à l'attaque sitôt la liste finale des dernières mises à jour de Windows XP connues : « *Selon de nombreux experts, un grand nombre de pirates informatiques seraient en capacité, depuis le 8 avril 2014, de lancer des cyberattaques depuis des appareils infectés* ». Elle rappelle que « *Microsoft n'agit plus pour bloquer les éventuelles attaques* », ce qui pose un évident problème pour « *les TPE, les PME mais également de nombreuses écoles qui ont conservé XP après s'être habituées à ce système d'exploitation* ».

Les distributeurs de billets dans la boucle

La sénatrice aborde également le cas des distributeurs de billets. Une situation difficile à évaluer tant ce type d'information est délicat. La situation est cependant sérieuse et on a [pu voir par exemple aux États-Unis](#) que près de 95 % des distributeurs étaient encore équipés de Windows XP en janvier dernier. Des plans de migration étaient bien en route, mais beaucoup avaient des dates de finalisation portant bien après le fatidique 8 avril.

De fait, la question de Frédérique Espagnac est simple : elle demande à Axelle Lemaire « *de bien vouloir lui indiquer ce qui a été fait en amont par le gouvernement pour prévenir ce changement et ce qu'il compte mettre en œuvre pour éviter les désagréments susceptibles de se produire* ». Mais si l'interrogation est légitime, elle paraît bien tardive puisque le support de Windows XP est déjà terminé et que les pirates sont passés à l'attaque. Un calendrier particulier que n'arrangeront pas le temps de réponse à ce genre de questions (qui atteignent régulièrement plusieurs mois) et le temps nécessaire à la mise en place d'actions concrètes.

Une quasi-absence d'informations précises

Car des actions concrètes seront probablement requises. Nous nous sommes renseignés auprès de plusieurs ministères, notamment de la Défense et de l'Éducation nationale, et les réponses données ont été particulièrement floues. Tout au plus nous a-t-il été répondu que des plans de migration étaient en cours. Du côté de la Défense cependant, « *la migration des réseaux (postes de travail, serveurs et applicatifs) des armées vers Windows 7 est engagée depuis déjà trois ans. Des plateformes tests ont été montées pour vérifier le bon fonctionnement des systèmes après migration ou pour analyser les raisons des dysfonctionnements et les corriger* ». Mais il nous a été impossible d'en savoir davantage.

La question de la sénatrice soulèvera peut-être une autre interrogation : la France a-t-elle souscrit au programme de Microsoft pour l'obtention d'un support supplémentaire ? On rappellera que [plusieurs pays l'ont déjà fait](#), notamment le Royaume-Uni. Les dizaines de milliers de postes sous Windows XP seront donc maintenus une année supplémentaire, mais ce type de contrat se paye au prix fort : de 100 à 200 dollars par poste et par an.

Vincent Hermann

[Retrouver l'article sur le site de NexINpact](#)